

SIT-IN DEVANT LE SIÈGE SOCIAL DE LA BDL ET TENTATIVE D'IMMOLATION

«Zoubiri dégage !»

La protestation gagne le personnel des banques. Ainsi, ce sont plusieurs centaines d'employés de la Banque de développement local (BDL) qui ont manifesté, hier, devant le siège social de cette dernière, à Staouéli, pour exprimer leur ras-le-bol. Ils ont revendiqué le départ pur et simple de leur P-dg, qu'ils ont qualifié de «dictateur», et du staff dirigeant et aussi la dissolution du syndicat de la banque.

Selon les protestataires abor-
dés devant le siège de la
banque où ils ont observé un sit-
in durant toute la matinée d'hier,
la suspension d'un agent de
sécurité par le responsable de
la banque, un quadragénaire
ayant 18 ans de service au sein
dudit établissement, a été la
goutte qui a fait déborder le
vase.

Or, cette décision a provoqué
une vague de solidarité parmi
les employés de la banque, tous
corps de métiers, et a constitué
un alibi pour revendiquer le
départ du P-dg.

Un mouvement «spontané»,
ont-ils affirmé, et qui n'a rien à
voir avec l'action du syndicat de
la banque. Ils ont affirmé ne plus

rien attendre de cette organisa-
tion, qu'ils ont qualifiée de «syn-
dicat maison».

En plus des employés de la
direction générale, il y avait ceux
des différentes agences com-
merciales de la banque Al-
Achour, Draria.

Les protestataires brandis-
saient des pancartes sur les-
quelles étaient transcrits des
slogans hostiles au P-dg et au
syndicat, dont «Zoubiri dégage»
(c'est le nom du P-dg), «DPM et
DRH dégage», «Syndicat déga-
ge», «La li el hogra, bezzef»
(non à la hogra, c'est trop)...
L'agent de sécurité qui a fait

l'objet de la supposée «mesure
disciplinaire», Lakhdar Malki 38
ans, a tenté de s'immoler par le



Un mouvement de protestation spontané en solidarité avec un agent suspendu.

feu avec sa fille, handicapée, macabre tentative de suicide.
avant que ses collègues n'inter- Lakhdar a été ensuite évacué
viennent pour stopper cette par les pompiers. A midi, les

manifestants n'avaient toujours
pas regagné leurs bureaux et
continuaient à scander des pro-
pos hostiles au P-dg et à son
staff. Ceci, devant le regard
médusé des policiers quadrillant
le siège de la banque.

Bref, les agents de sécurité
de la banque ont, eux, évoqué
un autre problème : leur titulari-
sation.

«Après deux décennies de
service au sein de la BDL plutôt
à titre de contractuels, au lieu de
nous proposer des CDI, ils veu-
lent nous affecter dans la socié-
té privée Amenal. Ce que nous
refusons catégoriquement», se
sont-ils accordé à dire.

Les autres employés ont
décrié l'attitude méprisante du
P-dg. Installé à la tête de la
banque en 2005, il «n'accepte
même pas leurs demandes
d'audience», ont affirmé les pro-
testataires.

Aucun incident n'a émaillé
cette manifestation.

R. N.

SON CONSEIL NATIONAL RESTE TOUJOURS OUVERT

Le SNPSP déterminé à faire aboutir ses revendications

Le conseil national du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), maintenu ouvert depuis le 4 novembre dernier, a repris ses travaux jeudi dernier. Le syndicat a informé, dans un communiqué, qu'il maintiendra son conseil ouvert afin de suivre l'évolution des négociations entamées dans le cadre de la commission mixte SNPSP-tutelle dont l'échéancier des travaux a été arrêté pour fin février.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -
Le SNPSP est plus que jamais déterminé
à faire aboutir sa plate-forme de revendi-
cations. Un engagement qu'il a encore
une fois réitéré en marge de la tenue,
jeudi dernier, de son conseil national. Le
SNPSP, qui rappelle sa mobilisation pour

imposer sa voix lors des négociations
avec la tutelle, a indiqué que le syndicat
s'inscrit pleinement dans la voie de la
négociation sur l'amendement du décret
n°09-393 portant statut particulier des
praticiens généralistes de santé publique
dans le cadre de la commission mixte ins-

tallée par le ministre de la Santé. Les prin-
cipaux amendements proposés par le
syndicat portent paritairement sur la titula-
risation dès le recrutement de tous les
praticiens de santé publique, la révision
de la classification pour le chirurgien den-
tiste et le pharmacien, le palier de 2 caté-
gories lors du passage au 3^e grade pour le
médecin, le droit à la gestion sanitaire,
consacré dans les tâches du praticien
depuis le statut particulier de 1982.

Le conseil national du SNPSP, lit-on
dans le même communiqué, «dénonce
toutes les formes d'ingérence de la part

de l'administration centrale et déconcen-
trée du secteur de la santé dans le fonc-
tionnement des syndicats autonomes et
appelle l'ensemble des praticiens à la
vigilance et à se désolidariser de tout pro-
jet de division, quel que soit son promo-
teur».

Le SNPSP interpelle le ministre de la
Santé sur la situation des 276 établisse-
ments publics de santé, lesquels, sou-
ligne-t-on, sont gérés de manière «déro-
gatoire depuis le 19 mai 2007».

S. A.

TEXTILE

Le SG de la Fédération nationale jette un pavé dans la mare

Les révélations faites, hier, par le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et cuir, Omar Takdjout, sur les ondes de la Radio nationale, démontrent que la déperdition dont souffre ce secteur relève plutôt d'un manque de volonté politique.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -
Alors que le sec-
teur du textile continue de se
dégrader à tous les niveaux,
après la fermeture d'une ving-
taine d'entreprises durant les
années 1990 et la perte de
milliers de postes d'emploi,
des marchés publics ainsi que
plusieurs filières demeurent
dominés par des entreprises
étrangères, selon Omar
Takdjout. Selon le SG de la
Fédération nationale des tra-
vailleurs du textile et cuir, les
entreprises nationales détien-
nent moins de 10% des parts
du marché de la confection
algérien estimé à 400 millions
de mètres linéaires pour une
valeur globale de 2 milliards
de dollars. Un manque à

gagner énorme pour ce sec-
teur jeté aux oubliettes qui,
aux yeux de Omar Tadjkout,
pourra être remis sur pied,
notamment la création de mil-
liers d'emploi dans le cadre de
la politique nationale de lutte
contre le chômage. D'ailleurs
et comble de l'ironie, l'essen-
tiel des besoins de l'Algérie en
matière de textiles est, selon
toujours Omar Takdjout,
importé. Alors que des entre-
prises nationales et pour un
besoin d'assainissement ne
demandent que des parts de
marché, étant donné que la
matière première ne manque
pas en Algérie. Il serait dans
ce sens, selon l'intervenant,
aberrant de vendre la matière
première à des prix dérisoires

pour ensuite acheter et au prix
fort des produits finis. Omar
Takdjout parle, à titre
d'exemple, des marchés de
l'armée, de la santé, de l'édu-
cation et de l'enseignement
supérieur. Rien que pour ces
deux derniers secteurs, leurs
besoins en matière de tabliers
s'élève à près de 8 millions
d'unités sans compter les
équipements de literie des
400 000 chambres universi-
taires du pays. S'agissant de
la filière cuir, le SG de la
FNTTC affirme que sur les 60
millions de paires de chaus-
sures commercialisées sur le
marché algérien, le quota
fabriqué par les entreprises
nationales ne dépasse pas un
million.

**Les 6 millions de dollars
qui ne figurent pas dans
les chiffres officiels !**

Tout en dénonçant l'exis-
tence de réseaux, principale-

ment arabes, d'exportations
frauduleuses du cuir vers plu-
sieurs pays pour ensuite les
revendre en Algérie comme
produits finis, Omar Takdjout
s'est interrogé sur une affaire
qui est jusque-là passée sous
silence.

Il s'agit, selon ce dernier,
d'une mission économique
italienne en Algérie qui a évo-
qué une opération d'importa-
tion de cuir de l'ordre de 6 mil-
lions de dollars à partir de
l'Algérie, qui ne figure pour-
tant pas dans les chiffres offi-
ciels.

Enfin, le SG de la FNTTC
regrette le fait que le plan de
restructuration du secteur
lancé par les pouvoirs publics
et qui vise à atteindre un
chiffre d'affaires de 38,5 mil-
liards de dinars d'ici 2014 ne
soit pas largement suivi par la
majorité des entreprises.

M. M.

TIZI-OUZOU

Tentative d'immolation
par le feu au siège
de l'ADE

C'est une journée très mouvementée
que celle vécue hier à Tizi-Ouzou. La mati-
née a été marquée par une tentative d'im-
molation par le feu d'un agent de sécurité
exerçant à l'Algérienne des Eaux (ADE) qui
dit être victime d'une hogra de la part de
son responsable hiérarchique et du chef
d'unité qui lui auraient signifié son transfert
sur un autre site de l'entreprise.

Le passage à l'acte a été évité de jus-
tesse, le jeune homme, H. Smaïl, la trentai-
ne environ, ayant été dissuadé grâce à des
travailleurs présents sur les lieux, à l'inté-
rieur même du siège de la direction de l'en-
treprise, puis par les policiers et les pom-
piers qui, après un bon moment en
palabres, ont réussi à convaincre le mal-
heureux à présenter ses doléances au
directeur et les cadres de l'ADE, présents
sur place.

En début d'après-midi en revanche,
sans la promptitude de badauds, c'est un
autre jeune homme qui se serait jeté du
haut de la trémie du centre-ville pour des
raisons que personne ne connaît.

A. M.